

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Assez de sempiternelles «journées d'action» sans lendemains Lutte de classe contre les patrons et l'Etat bourgeois !

Après la journée d'action du 5 octobre dernier les mêmes organisations syndicales ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation sur les mêmes thèmes : salaires, emploi, conditions de travail, etc. Comme celle d'il y a 3 mois, la journée actuelle n'aboutira à rien ; les organisations parties prenantes de l'appel font d'ailleurs tout pour ça : elles se sont bien gardées de donner des revendications claires et précises qui pourraient servir d'objectifs unifiants pour une lutte réelle, se contentant d'affirmer qu'elles « *soutiennent les actions et mobilisations organisées dans les jours et semaines qui viennent* » (communiqué commun CGT FO FSU Solidaires UNEF...). On peut s'attendre donc à une nouvelle « journée d'action » rituelle, tout aussi vaine, dans 3 mois – à moins que le cirque électoral ne la repousse à plus tard...

Ces sempiternelles journées d'action n'ont pas d'autre but que de calmer le mécontentement qui s'accumule parmi les travailleurs face à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, en donnant l'illusion de la lutte et en redonnant une image un peu combative aux organisations syndicales. Mais en réalité ces organisations privilégient systématiquement la collaboration avec les patrons et le gouvernement (la CGT écrivait dans sa newsletter du 2/9 à propos de la journée du 5/10 qu'elle ne serait qu'un « point d'appui pour les futures négociations ») : elles redoutent plus que tout une lutte de classe réelle qui mettrait en danger cette collaboration de classe. C'est la raison pour laquelle elles ont fait échouer toutes les luttes qui prennent de l'ampleur et isolé les autres. Il suffit de se rappeler comment l'intersyndicale a saboté la lutte pour les retraites en 2019-2020, ou avant la lutte contre la « loi travail » en 2017 et bien d'autres.

Mais de leur côté les capitalistes qui ont été massivement soutenus par l'Etat bourgeois et le gouvernement à leur service n'entendent pas alléger l'exploitation ni relâcher la pression sur les travailleurs. L'imposition, sous prétexte sanitaire de mesures autoritaires sans précédent (confinements, couvre-feu, contrôles policiers, etc.) a énormément accru le contrôle social de la classe dominante sur la population en général et sur les prolétaires en particulier avec l'assentiment implicite des directions syndicales. L'aggravation de ce despotisme avec l'instauration du pass vaccinal et les mises à pied des travailleurs non-vaccinés, s'explique en réalité, non par des raisons sanitaires, mais par des raisons politiques : désigner des bouc-émissaires pour faire oublier la responsabilité écrasante dans la catastrophe sanitaire des gouvernements successifs qui depuis des années ont, au nom de la rentabilité, réduit les capacités hospitalières et abandonné les plans pour faire face à une pandémie. C'est une loi universelle du capitalisme que de chercher à diminuer les dépenses « improductives » pour maintenir et accroître le taux de profit de l'économie. Lorsque les crises économiques menacent ce taux de profit les dépenses sociales deviennent un fardeau intolérable aux yeux des capitalistes : dans leur système le profit prime toujours sur la santé de la population, les allocations de chômage, les retraites des vieux !

URGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE!

Les organisations signataires parlent de « l'urgence salariale ». Effectivement les salaires stagnent alors que les prix à la consommation ne cessent d'augmenter, provoquant une baisse du « salaire réel ». Mais pour défendre et augmenter les salaires, pour améliorer les conditions de vie et de travail, pour faire face aux mesures répressives, ce n'est pas la voie de la collaboration avec les patrons qu'il faut suivre. Les prolétaires savent évidemment qu'ils ne doivent pas s'en remettre à la bonne volonté des capitalistes ou à la bienveillance de l'Etat ; mais il ne faut pas davantage faire confiance à ceux qui ne jurent que par la négociation entre « partenaires sociaux » : les capitalistes et leur Etat ne sont pas des *partenaires*, ce sont des **adversaires** de classe qu'il faut combattre pied à pied ! Pour que les luttes puissent être victorieuses les prolétaires doivent les prendre en mains, les organiser et les mener en dehors du sabotage des organisations collaborationnistes : il y a **urgence à suivre la voie de la lutte de classe véritable** !

Rupture avec les orientations de collaboration de classe des directions syndicales et de leurs larbins qui ne mènent qu'à la défaite ! Union de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, vaccinés ou non, français et immigrés contre les attaques capitalistes ! Augmentation générale des salaires, des allocations chômage et de tous les minima sociaux ! Régularisation des travailleurs sans papiers !

Lutte ouverte contre les capitalistes et leur Etat, avec les méthodes et les moyens de la lutte de classe !

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

parti communiste international

- Imp. Spé. - 24/1/2022 supplément au Prolétaire n° 542

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian